

les négociations d'un statut définitif. Etant censée traiter les dossiers réputés les plus simples avant les plus délicats, la négociation sur les questions de souveraineté, de frontières, de Jérusalem, des réfugiés et de l'eau qui toutes relevaient du statut final, était ainsi repoussée à l'étape ultime.

A la fin des années 1980, au terme de trois décennies d'évolutions, les Palestiniens étaient parvenus sous l'égide de l'OLP à accepter l'édification de leur Etat sur moins d'un quart de la Palestine mandataire (les territoires occupés en 1967), se pliant ainsi aux exigences internationales. Mais au lieu de négocier les modalités d'exercice de la résolution 242 concernant le retrait d'Israël de Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-est, ils se virent imposer comme manifestation de leur "bonne volonté" de renoncer aux exigences de la résolution internationale au profit d'"idées créatives". En l'absence de tout mécanisme de contrainte, Israël refusait par ailleurs d'honorer sa signature des accords intérimaires, exigeant la renégociation de certains d'entre eux, repoussant unilatéralement des dates butoir et ne se conformant pas aux redéploiements militaires prévus par ces mêmes accords. Alors que la négociation s'enlisait dans les questions relevant de l'intérimaire, la colonisation s'intensifiait rendant encore plus illusoire les restitutions attendues. Le découplage entre l'intérimaire et le définitif permettait ainsi à Israël d'éviter de préciser ses positions sur le coeur même du problème quand les Palestiniens se bornaient à réclamer l'application du droit international. La poursuite du processus devenait un impératif de la politique israélienne tant que des avancées tangibles n'étaient pas exigées dans les dossiers épineux du statut final.

Le temps passant et l'attente des Etats-Unis et de la communauté internationale se faisant plus pressante, les tergiversations israéliennes devenaient de plus en plus difficiles à justifier. Le sommet de Camp David peut ainsi être lu comme le moment de vérité exigé des parties en présence. Gagner du temps grâce à la négociation avait été le cap fixé par Yitzhak Shamir, premier ministre israélien lors de la Conférence de Madrid. Ce même cap fut ensuite tenu par l'ensemble de ses successeurs.

Devant l'incapacité à le maintenir, Ehud Barak a choisi de mettre un terme aux négociations. Sa décision de bombarder la présidence palestinienne à Gaza est en effet assimilable à un acte de guerre. Elle constitue une suite logique inscrite dans l'approche israélienne du processus d'Oslo dès lors que les capacités de temporisation inhérentes à celui-ci étaient épuisées.

Cette logique de guerre ne s'est pas subitement imposée. De multiples indices mènent à penser qu'Ehud Barak avait déjà pris la décision de quitter le chemin de la négociation depuis plusieurs semaines déjà. La visite faite par le chef du Likoud sur l'esplanade des mosquées a certes conduit la population palestinienne à se mobiliser mais la violence s'est véritablement déchaînée qu'avec la décision prise par les plus hautes instances israéliennes de faire pénétrer l'armée sur l'esplanade même lors de la prière du vendredi qui avait suivi. Le bain de sang ne pouvait alors que se produire, initiant le cycle infernal des représailles. Dès cet instant, Ehud Barak n'a eu de cesse de délégitimer son interlocuteur dans les négociations, accusant Yasser Arafat de double langage, et tour à tour de manipulation de sa population et d'incapacité à la dompter. Il lui rendait au même moment la tâche de désescalade toujours plus impossible par un usage disproportionné de la force, d'ailleurs condamné par le Conseil de sécurité.

Ayant renoncé dans le domaine israélo-palestinien à exiger l'application de ses propres résolutions, la communauté internationale se donne aujourd'hui le rôle de la compassion et de la médiation. Ces dernières années avec Oslo, elle a exigé de Yasser Arafat d'assurer la sécurité rapprochée d'Israël. Mais en s'abstenant d'exiger d'Israël en retour la création d'un Etat palestinien souverain et viable, elle a

privé le dirigeant palestinien de la seule condition qui lui aurait permis de tenir sa place au coeur d'un Proche Orient apaisé. En se mettant délibérément en dehors d'une logique de paix "juste et équitable" avec ses voisins palestiniens, le Premier ministre israélien vient aussi de rouvrir l'épineux dossier de la coexistence entre populations juives et arabes au sein même d'Israël.

Jean-François LEGRAIN
Chercheur CNRS

Copyright © 2000 by Jean-François Legrain. All rights reserved.

/ _ | / _ / _ | / _ | / _ / _ | / | / _ /
 / / | / \ \ / _ | / / / _ / | / | / \ \ \
 / _ / _ / _ / | / _ / | / _ / | / _ / _ /

Views expressed on MSANEWS do not necessarily represent those of the MSANEWS editors, the Ohio State University or any of our associated staff and "watchers". Further distribution of material featured on this list may be restricted. In all cases, please obtain the necessary permission of the authors or rightful owners before forwarding any material to or from this list. This service is meant for the exchange of analyses and news, for both academic and activist usage. We depend on your input. However, this is not a discussion list. Thank you.

To subscribe, send e-mail to: <listserver@lists.acs.ohio-state.edu>
with the message body "subscribe MSANEWS Firstname Lastname".

To unsubscribe, send e-mail to the above address, with the message body "unsubscribe MSANEWS".

MSANEWS Home Page: <<http://msanews.mynet.net/>>
Comments to the Editors: <msanews-ed@msanews.mynet.net>
Submissions for MSANEWS: <msanews@msanews.mynet.net>
Problems with subscription: <msaosu@postbox.acs.ohio-state.edu>
